

ABONNEMENT.

En un an 30 fr.
Six mois 16
Trois mois 8
A Paris, chez DONGREL et BULLIER, Place de la Bourse, 33; A. EWIG, Rue Talbot, 10.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 30 c.
Réclames... 30
Faits divers... 75

RÉSERVES SONT FAITES
Du droit de refuser la publication des inscriptions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne!

A PARIS, chez M. HAYAS-LAFFITE et Co, Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 35 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

8 Octobre 1877.

ELECTION

A la Chambre des Députés

Dimanche 14 octobre 1877.

EUGÈNE BERGER

Ancien Député, membre du Conseil général de Maine-et-Loire,

CANDIDAT DU GOUVERNEMENT

DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

Bulletin politique.

On lit dans la France :

« La République conservatrice ! Qu'est-ce que cela veut dire ?
« La République honnête et modérée ! Qu'est-ce que cela veut dire ?
« La République radicale, la République rouge ! Qu'est-ce que cela veut dire ?
« Est-ce qu'on dit la Monarchie conservatrice ?
« Est-ce qu'on dit la Monarchie honnête et modérée ?
« Dites donc la République, comme vous dites la Monarchie. »

Cette série de questions naïves porte la signature de M. Emile de Girardin. C'est à lui de répondre, s'il a le courage et la sincérité de parler d'accord avec l'histoire. Pourquoi la République, sans épithète ne dit rien qui vaille, il le sait bien. Parce qu'elle a dans son histoire, des dates sinistres qui font horreur aux honnêtes gens. Parce qu'elle ne peut plus se présenter, en France, sans un correctif à son nom qui fasse croire un moment qu'elle se distinguera des Républiques précédentes, toutes marquées d'un stigmate « de sang ou d'imbécilité » (M. Thiers).

Et sans sortir de l'actualité, qu'est-ce que pourrait être, par ce temps de programmes républicains si variés et si contraires, « la République » tout court, « la République sans épithète ? » Que M. de Girardin réponde.

Lorsque le 25 février 1875, à UNE VOIX de majorité, la République reçut une consécration légale et devint le gouvernement du pays, à titre « provisoirement définitif », les républicains poussèrent un cri de triomphe.

La Constitution votée, grâce à l'appoint des monarchistes découragés, fut acclamée comme une véritable conquête.

La discussion avait été, sinon des plus claires, du moins des plus vives.

Les attributions de chacun des trois pouvoirs, — le Président, le Sénat et la Chambre des députés, — comme les rapports des pouvoirs entre eux, avaient été élaborés avec un soin tout particulier.

Les gauches avaient déclaré que le Sénat était le grand Conseil des communes, destiné à pondérer, à contrôler les actes de la Chambre basse.

Le Président était le chef respecté du pouvoir exécutif, et nul n'aurait osé lui contester la plus petite parcelle de la puissance qui lui avait été donnée.

La Chambre des députés était investie de

droits suffisants et chacun se trouvait satisfait. Les droits de chacune trouvaient réservés, et la nation demeurait maîtresse de ses destinées à une heure marquée par la Constitution. Seuls, les monarchistes auraient eu le droit de se plaindre.

On avait parlé de conciliation et de concorde, et dès le lendemain on les mettait au ban de la nation. La République « ouverte » était fermée pour eux. Le gouvernement était aux mains des républicains « de raison », des républicains qui n'avaient réclamé la République que pour sauver le pays du radicalisme. (Casimir Périer, 1874.)

Aujourd'hui, tout est changé. Cette Constitution, que les monarchistes repoussaient, ils sont seuls à en réclamer le maintien.

Le Sénat, qu'ils avaient voté sans enthousiasme, et que les gauches avaient trouvé merveilleux dans son institution, ils sont seuls à le défendre, pendant que les gauches le veulent renverser.

Le Président, qu'ils auraient voulu voir investi d'un pouvoir plus grand, plus indépendant, et dont le mandat a été réglé par les gauches, ils sont seuls à le défendre, pendant que les gauches le veulent mettre en accusation.

Les républicains ne veulent plus de présidence.

Les républicains ne veulent plus de Sénat.

Les républicains ne veulent plus de la Constitution, qu'ils ont proposée, discutée et votée.

D'où viennent ces anomalies, d'où viennent ces contradictions ?

Tout simplement de ce que, par essence, comme en raison de son origine, la République est la forme de gouvernement la moins stable, la moins sincère.

Un républicain, M. Naquet, a dit un jour dans un accès de franchise : « La République c'est le provisoire perpétuel, » et un autre républicain a dit : « Un républicain trouve toujours plus républicain que lui. »

Ces deux républicains étaient dans le vrai. Rien de certain, rien de sûr, rien de stable, rien de définitif avec la République, et ce qui se passe aujourd'hui s'est passé en 1792, en 1848, et se passera éternellement, chaque fois que la République reviendra.

Et il y a cela de curieux, de providentiel même dans ce mouvement, de bas en haut, que chaque modification qu'on veut apporter dans l'organisme républicain pour en accentuer le caractère, est un pas vers la destruction de cette forme de gouvernement qu'on croit consolider.

Les républicains de 1877 veulent renverser le Sénat, créé en 1875, et ils ne voient pas que le jour où ils auront atteint ce but, la République de 1875 sera plus d'à moitié morte.

Les républicains de 1875 veulent renverser le Président de 1875, et ils ne voient pas que le jour où le Maréchal sera attaqué et renversé, ils auront renversé la Constitution et auront mis la République au cercueil.

Oh ! elle n'y entrerait pas tout de suite, nous le savons ; nous aurions à la subir, transformée selon le mode radical — et Dieu sait ce que cela serait ! — mais enfin elle serait fatalement condamnée à la mort dans un temps plus ou moins long, et dont la durée serait subordonnée aux circonstances.

Les monarchistes auraient donc avantage à ne pas s'opposer à l'envahissement du radicalisme, ni au renversement du Maréchal ; mais ils mettent le pays au-dessus de leurs préférences légitimes, au-dessus de leurs

espérances, au-dessus de leurs regrets ; et ils défendent le Maréchal, et ils défendent la Constitution de 1875, que les républicains attaquent, que les républicains veulent détruire, si bien que ce sont les monarchistes qui tendent à maintenir la République « sans épithète, » pendant que les républicains travaillent à la tuer.

OPTIMISTES ET PESSIMISTES.

Les électeurs, qui, chaque jour, suivent le mouvement électoral, se divisent en deux classes bien distinctes, les optimistes et les pessimistes, et d'après les dispositions de l'esprit français, trop souvent entraîné vers les extrêmes, on peut entendre formuler des jugements absolument opposés. Rarement la causerie électorale reste sur un terrain modéré ; on ne veut pas admettre la possibilité d'un résultat à peu près négatif entre les deux armées belligérantes.

Les optimistes affirment que les radicaux vont subir une défaite éclatante et que les populations rurales comprennent trop bien tous les dangers, toutes les souffrances, toutes les pertes que leur causeraient les révolutionnaires triomphants pour ne pas nommer les candidats patronnés par le gouvernement.

La plupart des préfets donnent les meilleurs renseignements sur le résultat du scrutin. Les populations, disent-ils, commencent à comprendre qu'on les a trompées, qu'elles n'ont rien à gagner au triomphe des révolutionnaires. Si les ouvriers des villes et des localités manufacturières sont bien déterminés à nommer les députés recommandés par les radicaux, les habitants des campagnes, en grande majorité, choisiront des députés qui leur sont connus, et n'accepteront point les candidats que veut leur imposer le comité des Jacobins de Paris.

Les électeurs ne veulent point prolonger une crise qui leur est si funeste.

Appelés à se prononcer entre le maréchal de Mac-Mahon, d'un côté, et de l'autre M. Grévy qui leur est inconnu, ou M. Gambetta qu'ils connaissent trop bien par sa dictature passée, les électeurs des campagnes adopteront de préférence les candidats qui peuvent mettre fin à la crise, et, par suite, consolider la République dans les conditions déterminées par la Constitution.

Ils reconnaissent que le retour à Versailles des 363 ne pourrait faire capituler le Sénat et le chef de l'Etat, et que, par suite, ce serait une dissolution nouvelle ou la Révolution, qui serait l'inévitable conséquence de ce détestable abus du suffrage universel.

Ils n'ignorent pas que les prétentions formulées d'avance par les 363 conduiraient inévitablement au triomphe d'une révolution tout aussi violente que celle de la Commune, ou bien à la mort de la République et peut-être aussi à la restriction du suffrage universel.

Les optimistes sont bien convaincus que les publications faites par le Moniteur universel et le Bulletin des Communes ont opéré un changement très-complet dans les convictions, dans les intentions des électeurs ; ils sont convaincus que l'activité déployée par le gouvernement, le zèle ardent des fonctionnaires, l'union des conservateurs, le concours de la presse conservatrice, ont changé les résultats des élections, et que le parti conservateur disposera au 14 octobre d'une majorité suffisante dans la prochaine Chambre des députés.

Les pessimistes ne croient pas au succès des élections dans le sens conservateur. Ils considèrent comme absolument sans valeur, pour constituer une majorité en bon accord avec le Sénat et le Pouvoir exécutif, les quelques voix qui seront conquises sur les 363.

Les conservateurs, disent-ils, n'ont pas su déployer la même activité que les révolutionnaires ; le péril commun n'a pu faire cesser les divisions du parti de l'ordre ; de fâcheuses querelles personnelles ont aggravé cette division ; des prétentions égoïstes ont préparé de nombreux échecs dans des localités où la présence d'un seul candidat conservateur eût obtenu la majorité des suffrages.

On n'a pas su réunir et faire agir les forces toutes puissantes qu'il était si facile de grouper autour du chef de l'Etat ; les comités semblent paralysés dans leur action ; presque tous les candidats conservateurs manquent d'action et de persévérance.

On n'a pas su utiliser l'action collective si puissante à Paris et dans les départements ; le gouvernement a rendu l'action de la presse à peu près stérile en se contentant du concours sur une grande échelle d'un seul organe devenu, par cela même, suspect et sans grande influence. Toutes les propositions les plus fécondes qui pouvaient le plus agir sur l'opinion publique ont été négligées. Le gouvernement, plein de confiance en ses préfets et ses fonctionnaires, a cru que des efforts plus puissants, plus actifs n'étaient point nécessaires pour assurer la victoire ; plusieurs candidats ont pensé qu'il suffisait pour eux d'être patronnés par le Maréchal et qu'ils n'étaient point tenus aux mêmes efforts de propagande orale et écrite que leurs adversaires.

En considérant la différence des moyens et des efforts dépensés dans les deux camps de la révolution et de la conservation sociale, les pessimistes n'ont pas la moindre confiance dans le succès des élections.

Quelle que soit la valeur réelle de ces deux opinions extrêmes, ne serait-il pas utile, selon le résultat de la journée du 14 octobre, d'examiner et de préparer d'avance ce qu'il conviendra de faire dès le 15 octobre, afin de ne point se réveiller, très-prochainement, avec quelque surprise semblable à celles des Révolutions passées.

ADRIEN DE LA VALETTE.

(Assemblée nationale.)

DEUX MANIFESTES.

Deux documents d'une certaine importance, en raison des idées qu'ils renferment, ont vu le jour : un manifeste de M. Grévy, un autre de M. Gambetta. Nous les publions à titre de curiosité. On ne sait plus parler simplement : toutes les fois que les radicaux s'adressent aux électeurs, ils baptisent leurs circulaires du titre gonflant de manifestes. Où s'arrêtera la manifestomanie ?

LE MANIFESTE GRÉVY.

Aux électeurs du 9^e arrondissement.

Mes chers concitoyens,

Après cette lettre admirable que M. Thiers écrivait pour vous au moment où la mort est venue glacer sa main ; lorsque cette grande voix d'outre-tombe retentit encore à vos oreilles, quelles paroles puis-je vous adresser ?

